



La DGFIP a décidé de supprimer en 2016 encore 51 emplois à la DRFIP59, dont 6 postes A+, 34 B, 16C (sans compter les quelques créations et transformations). Ne nous y trompons pas : sans l'apport des charges issues de la nouvelle région, ces chiffres auraient été encore plus importants.

C'est inacceptable !

Dans la même logique et pour réaliser des économies d'échelle, la DRFIP Nord a notamment fermé au 1^{er} janvier 2016 la trésorerie de la Madeleine, supprimé la partie SIE du SIP-SIE d'Avesnes-sur-Helpe, fusionné les SIP et SIE de Lomme et éclaté les missions de la trésorerie de Saint-André.

Si les vagues précédentes de suppressions d'emplois ont fortement dégradé les conditions de travail, désormais c'est l'existence même de certaines missions qui se trouve menacée.

Pour preuve, la DRFIP profite du CTL emplois pour supprimer purement et simplement, deux structures de contrôle fiscal, à savoir la 6^{ème} BDV de Lille et le SCRA (Service de Contrôle de la Redevance Audiovisuelle).

Aucune information, aucune explication de la Direction pour les collègues concernés : c'est une nouvelle preuve du mépris total pour les collègues et nos missions.

De tout le département, remontent la lassitude, la démotivation et le ras-le-bol des collègues et des chefs de service.

L'édifice ne tient plus que grâce à la conscience professionnelle et au dévouement de l'ensemble des agents.

Pour les agents des Finances Publiques, nous exigeons :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et une revalorisation des moyens budgétaires à la DGFIP,
- le comblement des postes vacants,
- un véritable plan de reconnaissance des qualifications,
- le respect des statuts particuliers,
- le retrait des mesures régressives en matière d'affectations et de mutations,
- une revalorisation du régime indemnitaire, en particulier en y intégrant immédiatement tout le budget de la PIC, et l'abandon du RIFSEEP,
- une authentique transparence sur les restructurations et un moratoire sur celles-ci.

N'en déplaise à notre Ministre, les agents de la DGFIP exercent eux-aussi des missions prioritaires indispensables à une saine gestion des finances publiques pour tous les citoyens de notre République.

Pour en débattre, pour interpeller le directeur, pour refuser ces annonces :

RASSEMBLEMENT LE MARDI 19 JANVIER
(jour du CTL « suppressions d'emplois »)

A PARTIR DE 8H30
DEVANT LA DRFIP NORD LILLE KENNEDY

Pour les agents de la résidence de Lille, une heure trimestrielle d'information a été déposée de 9h30 à 11h30 vous permettant ainsi de participer sans dépointer. Cela fait partie de vos droits.